

4 octobre 2023

(23-6668)

Page: 1/24

Original: anglais

DIALOGUE SUR LA POLLUTION PAR LES PLASTIQUES ET LE COMMERCE DES PLASTIQUES ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE

RAPPORT DE L'ENQUÊTE SUR LES MESURES CONCERNANT LES PLASTIQUES ET LIÉES AU COMMERCE

1. Pour contribuer à la réalisation des objectifs de la Déclaration ministérielle de 2021¹, le Dialogue sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable (ci-après le "Dialogue") a lancé une enquête sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce en juin 2022.² Cette enquête volontaire visait à compléter les données déjà disponibles sur le sujet dans la Base de données sur l'environnement de l'OMC ([BDE](#)), à améliorer les connaissances collectives sur la question, à dresser un inventaire des politiques existantes et à venir, et à identifier les lacunes et les possibilités offertes en vue d'une collaboration renforcée.³
2. L'enquête comportait neuf questions (en proposant certaines options) sur: i) l'intitulé et la description de la politique ou de la mesure; ii) le type de mesures couvertes; iii) le principal objectif de la politique; iv) l'étape du cycle de vie ou de la chaîne de valeur à laquelle s'appliquait la politique; v) les produits et les services visés; vi) les codes pertinents du SH/de l'ICS; vii) la date d'entrée en vigueur; viii) les difficultés identifiées dans la phase de mise en œuvre; et ix) les mécanismes pour évaluer l'efficacité et/ou l'efficacité de la mesure. L'enquête a par la suite été mise à disposition en ligne et tous les Membres ont été invités à participer activement et à faire part de leurs observations.
3. Les résultats préliminaires et des observations ont été présentés et examinés à l'occasion de plusieurs réunions du Dialogue depuis son lancement. Le présent rapport donne un aperçu factuel des réponses et des observations issues de l'enquête sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce. Il met l'accent sur les catégories harmonisées figurant dans l'enquête, ainsi que sur les renseignements supplémentaires pouvant être extraits des données.

¹ Voir [Déclaration ministérielle sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable \(WT/MIN\(21\)/8/Rev.2\)](#), 10 décembre 2021. Les coauteurs actuels sont les suivants: Albanie; Allemagne; Angola; Arabie Saoudite, Royaume d'; Australie; Autriche; Barbade; Belgique; Bolivie, État plurinational de; Bulgarie; Cabo Verde; Cambodge; Cameroun; Canada; Chili; Chine; Chypre; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; Croatie; Danemark; Équateur; Espagne; Estonie; États-Unis; Fédération de Russie; Fidji; Finlande; France; Gambie; Grèce; Honduras; Hong Kong, Chine; Hongrie; Irlande; Islande; Italie; Jamaïque; Japon; Kazakhstan; Lettonie; Lituanie; Luxembourg; Macao, Chine; Maldives; Malte; Maroc; Maurice; Mexique; Norvège; Nouvelle-Zélande; Panama; Paraguay; Pays-Bas; Pérou; Philippines; Pologne; Portugal; République centrafricaine; République slovaque; République tchèque; Roumanie; Royaume-Uni; Samoa; Singapour; Slovénie; Suède; Suisse; Suriname; Tchad; Thaïlande; Tonga; Union européenne; Uruguay; et Vanuatu.

² [INF/TE/IDP/W/7/Rev.1](#), "Questions pour une proposition d'enquête sur les mesures concernant la pollution par les plastiques liées au commerce".

³ Voir le Résumé informel des coordonnateurs sur la réunion plénière tenue le 24 mai 2022 ([INF/TE/IDP/R/6](#)).

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

1 MÉTHODOLOGIE	3
2 APERÇU DES PRINCIPAUX RÉSULTATS	3
2.1 Renseignements généraux	3
2.2 Types d'objectifs	5
2.3 Types de mesures concernant les plastiques et liées au commerce	6
2.3.1 Types de mesures harmonisées	7
2.3.2 Types de mesures utilisées pour la "promotion"	10
2.4 Stade du cycle de vie et de la chaîne de valeur	11
2.4.1 Mesures concernant les plastiques et liées au commerce ciblant les stades "en amont"	12
2.4.2 Type d'activités visées	12
2.5 Codes des produits, du Système harmonisé (SH) et de la Classification internationale pour les normes (ICS) visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce recensées dans l'enquête	13
2.5.1 Type de produits visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce recensées dans l'enquête	14
2.5.2 Plastiques à usage unique	14
2.5.3 Plastiques recyclés	17
2.5.4 Polymères spécifiques	18
2.5.5 Produits de soins, microplastiques et produits médicaux exemptés	18
2.5.6 Types de critères utilisés pour identifier les produits visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce	18
2.5.7 Produits "promus"	19
2.6 Obstacles et besoins dans le cadre de la mise en œuvre des mesures concernant les plastiques et liées au commerce	20
2.7 Mécanismes d'évaluation de l'efficacité et de l'efficience des mesures concernant les plastiques et liées au commerce	22

1 MÉTHODOLOGIE

4. Le recueil des réponses dans le cadre de l'enquête a débuté en juillet 2022 et s'est poursuivi jusqu'au 31 août 2023. L'enquête volontaire était ouverte à tous les Membres et disponible également au format numérique et dans les trois langues officielles de l'OMC (anglais, espagnol et français). Avant le lancement de l'enquête, des discussions dans le cadre des réunions du Dialogue sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce avaient déjà débuté⁴ sur la base des données disponibles dans la Base de données sur l'environnement (BDE) de l'OMC.⁵ Les données relatives aux différentes mesures concernant les plastiques et liées au commerce notifiées par les Membres provenant de la BDE ont ainsi également été recueillies et incluses dans l'enquête chaque fois que des renseignements suffisants étaient disponibles.⁶ Dans la mesure du possible, les doublons d'une même mesure notifiée plus d'une fois (en raison par exemple de son inclusion dans des notifications présentées au cours des années suivantes) ont été exclus, les renseignements retenus étant ceux figurant dans la notification la plus récente disponible. Les renseignements relatifs aux mesures tirés de la BDE ont également été rationalisés et/ou supprimés par rapport aux réponses directes à l'enquête fournies par les Membres. **L'ensemble de données de l'enquête contient désormais des renseignements détaillés sur 223 mesures concernant les plastiques et liées au commerce.**

2 APERÇU DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

2.1 Renseignements généraux

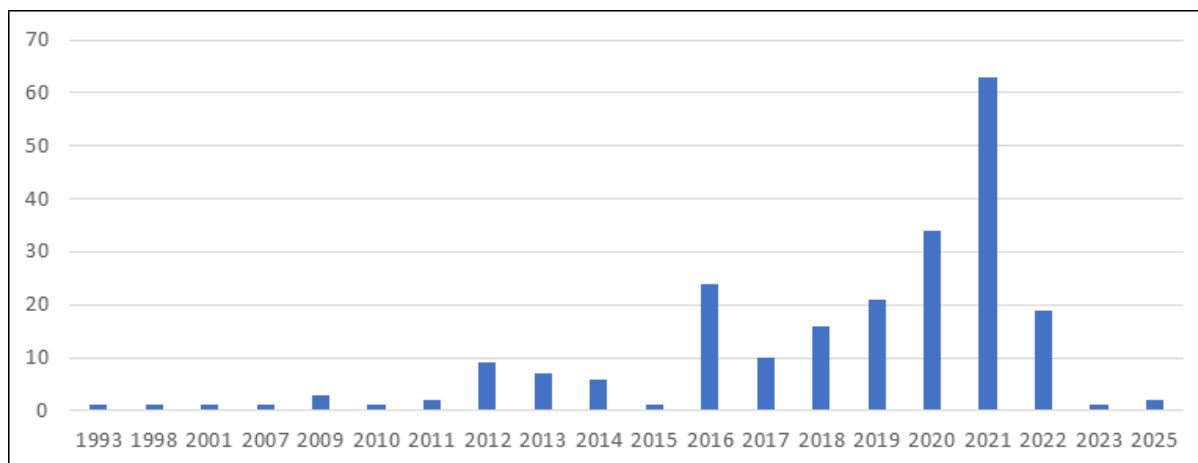
5. Le graphique 1 indique le nombre total de mesures concernant les plastiques et liées au commerce pour chaque année entre 1993 et 2025.⁷ On constate une augmentation régulière et importante de ces mesures à partir de 2016, 75% de l'ensemble des mesures apparaissant dans les données étant concentrées entre 2016 et 2021, et plus de la moitié sur les trois années entre 2019 et 2021. Il est important de rappeler que les données figurant dans la BDE ne concernent actuellement que les notifications présentées à l'OMC entre 2009 et 2021, ce qui explique en grande partie la baisse du nombre total de mesures apparaissant dans l'ensemble de données après cette période. La croissance exponentielle des mesures concernant les plastiques et liées au commerce au cours des dernières années (bien plus importante que la tendance à la croissance pour l'ensemble des objectifs environnementaux pris en compte par les données de l'OMC) témoigne clairement de l'augmentation de l'intérêt et des préoccupations liés à la pollution par les plastiques.

⁴ Voir, entre autres, les documents du Dialogue suivants: Rapport factuel (2021) ([INF/TE/IDP/W/3](#)); Résumé factuel des discussions sur les produits de substitution et de remplacement durables et efficaces ([INF/TE/IDP/RD/88/Rev.1](#)); et Résumé factuel des discussions sur la réduction et la circularité pour lutter contre la pollution par les plastiques ([INF/TE/IDP/RD/125](#)).

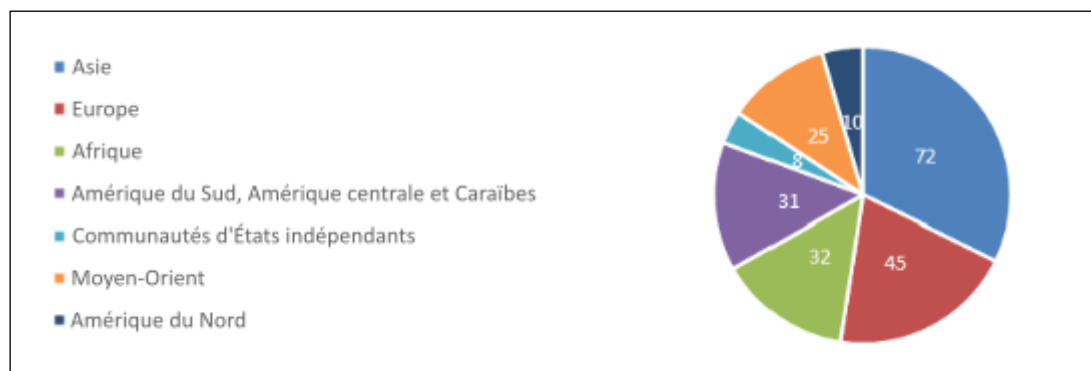
⁵ La BDE contient toutes les notifications liées à l'environnement présentées par l'ensemble des Membres de l'OMC au cours d'une année donnée, ainsi que les mesures et politiques environnementales mentionnées dans le cadre des examens des politiques commerciales des Membres. Les données figurant dans la BDE concernent les notifications présentées entre 2009 et 2021. Au moment de la finalisation de la présente analyse, le Secrétariat de l'OMC préparait la publication des données annuelles pour 2022.

⁶ Par exemple, en raison de la nature des obligations en matière de transparence dans le cadre de l'OMC, très peu de notifications contenaient des renseignements pertinents pour les questions de l'enquête portant sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre ou les mécanismes pour évaluer l'efficacité et/ou l'efficacité de la mesure. Ainsi, les renseignements présentés dans le présent rapport concernant ces sujets ont été presque exclusivement extraits des réponses à l'enquête.

⁷ La BDE regroupe les renseignements tirés des notifications présentées par les Membres de l'OMC au cours d'une année donnée. Toutes les notifications n'indiquent pas la date d'entrée en vigueur de la politique ou peuvent faire référence à des politiques déjà en vigueur ou qui étaient en vigueur au cours de la période précédant la période sur laquelle porte la notification. Ainsi, pour les renseignements relatifs aux mesures concernant les plastiques et liées au commerce tirés de la BDE, l'année au cours de laquelle la notification a été présentée à l'OMC a été retenue aux fins de la présente analyse. En revanche, pour les renseignements relatifs aux mesures tirés de l'enquête, l'année retenue est l'année de mise en œuvre de la politique précisée dans la réponse de la délégation.

Graphique 1. Nombre de mesures concernant les plastiques et liées au commerce par an

6. Les 223 mesures concernant les plastiques et liées au commerce apparaissant dans l'ensemble de données ont été adoptées par 85 Membres de l'OMC différents.⁸ Ces mesures concernent tous les groupements régionaux, avec une concentration significative en Asie (72), suivie par l'Europe (45), l'Afrique (32) et l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes (31) (voir le graphique 2 ci-après). S'agissant des Membres ayant adopté au moins une mesure, l'ensemble de données montre que 34 proviennent d'Europe, suivie par l'Asie (15 Membres), l'Afrique (12) et l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes (12).

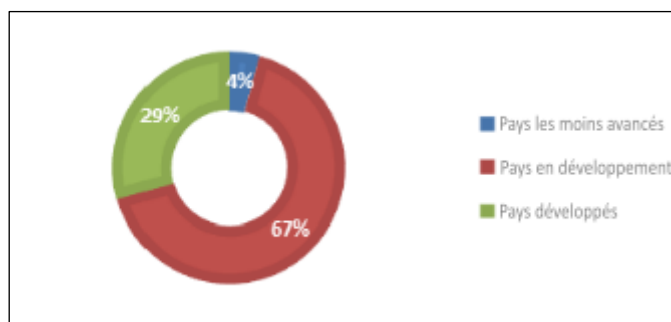
Graphique 2. Mesures concernant les plastiques et liées au commerce par région

7. La majorité des mesures concernant les plastiques et liées au commerce (71%) proviennent de pays en développement Membres (67%) et de pays les moins avancés (PMA) Membres (4%), tandis que 29% proviennent de pays développés Membres (voir le graphique 3). Cela témoigne de l'importance particulière que les pays en développement et les PMA Membres accordent à l'utilisation de mesures liées au commerce pour relever ce défi spécifique en matière environnementale. À titre de comparaison, les données générales de la BDE montrent que, pour l'ensemble des objectifs liés à l'environnement combinés (près de 17 000 mesures), environ 50% sont des mesures notifiées par des pays en développement et PMA Membres.⁹

⁸ L'Union européenne (UE) étant considérée comme 27 Membres.

⁹ Il convient de noter que cette évaluation reste valable si l'on compare uniquement les mesures concernant les plastiques et liées au commerce extraites des données de la BDE, 74% d'entre elles provenant de pays en développement et PMA Membres.

Graphique 3. Nombre de mesures concernant les plastiques et liées au commerce en fonction du niveau de développement (pourcentage)

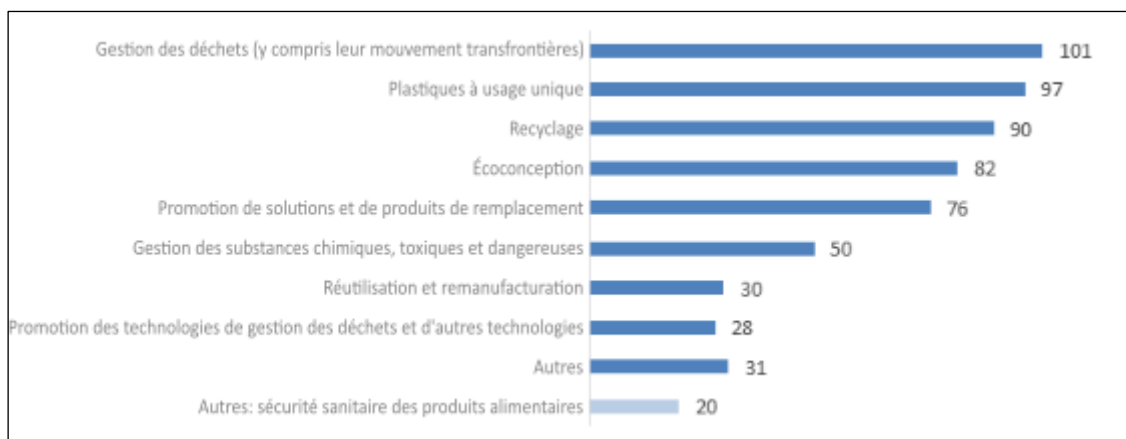


2.2 Types d'objectifs

8. L'objectif le plus souvent poursuivi par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce est la gestion des déchets et la prévention des fuites, avec 101 entrées, suivies par les plastiques à usage unique (96), le recyclage (90), l'écoconception (82), la promotion de solutions et de produits de remplacement (76) et la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses (50) (voir le graphique 4).¹⁰

9. Ces objectifs indiquent une approche globale de la pollution par les plastiques par le biais de politiques liées au commerce, englobant la production durable, la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses, le recyclage et la gestion des déchets, entre autres. En effet, plus de 72% des mesures concernant les plastiques et liées au commerce comprenaient plus d'un objectif, 61 seulement indiquant un seul objectif harmonisé, concernant principalement les plastiques à usage unique (22) et la gestion des déchets (18).

Graphique 4. Objectif(s) poursuivi(s) par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce



10. La sécurité sanitaire des produits alimentaires n'avait pas été incluse dans l'ensemble initial d'objectifs harmonisés. Toutefois, en raison de sa prévalence relative parmi les "autres" types d'objectifs mentionnés dans l'ensemble de données, une catégorie et une analyse spécifiques ont pu être produites. Vingt mesures concernant les plastiques et liées au commerce indiquent un tel objectif, la quasi-totalité (19) proposant des projets de règles ou des exigences minimales finales pour les résines synthétiques recyclées (principalement des matières plastiques) lorsqu'elles sont

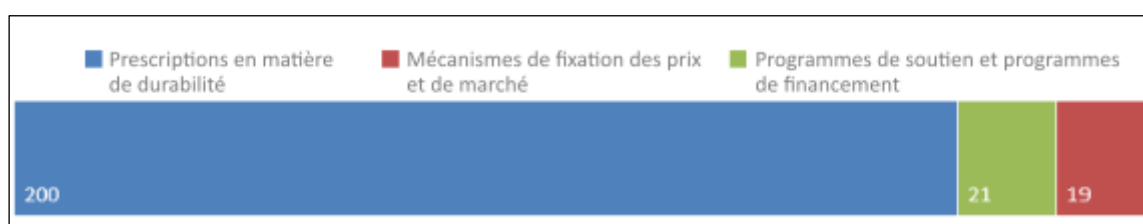
¹⁰ Les types d'objectifs harmonisés étaient les suivants: i) recyclage; ii) réutilisation et remanufacturation; iii) éco-conception; iv) plastiques à usage unique; v) gestion des déchets (y compris leur mouvement transfrontières) et prévention des fuites; vi) promotion de solutions et de produits de remplacement; vii) gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses; viii) promotion des technologies de gestion des déchets et d'autres technologies; et ix) autres. Chaque mesure pouvait poursuivre simultanément plusieurs des objectifs fixés et les délégations pouvaient également indiquer d'autres types d'objectifs non couverts par les catégories harmonisées initiales.

destinées à être utilisées en contact avec des denrées alimentaires, y compris lorsqu'elles sont obtenues par recyclage chimique (dans au moins deux mesures). La plupart des mesures ont été notifiées ou adoptées en 2016 (12), quelques autres se concentrant en 2021 (4). Ces mesures provenaient de 38 Membres de l'OMC.¹¹

2.3 Types de mesures concernant les plastiques et liées au commerce

11. L'enquête a permis de recueillir des renseignements sur trois grandes catégories de mesures concernant les plastiques et liées au commerce: les prescriptions en matière de durabilité; les mécanismes de fixation des prix et de marché; et les programmes de soutien et programmes financiers. Ces catégories englobent les principaux types de politiques liées au commerce adoptées à des fins de protection de l'environnement et notifiées ou examinées à l'OMC. Le graphique 5 montre la répartition des mesures concernant les plastiques et liées au commerce sur la base de ces catégories.

Graphique 5. Grandes catégories de mesures contenues dans les politiques apparaissant dans l'ensemble de données¹²



12. Les données de l'enquête montrent que la plupart des politiques incluent des "prescriptions en matière de durabilité", avec 200 entrées représentant 83% de l'ensemble des données, suivies par les "programmes de soutien et programmes de financement", avec 21 entrées (9%), et les "mécanismes de fixation des prix et de marché", avec 19 entrées (8%).

13. Cela pourrait s'expliquer, du moins en partie, par la dépendance relative de l'ensemble de données à l'égard des notifications formelles à l'OMC contenues dans la BDE. Les Accords de l'OMC contiennent diverses obligations en matière de transparence exigeant des Membres de l'OMC qu'ils notifient leurs mesures liées au commerce selon des modalités et des périodicités différentes. Certains types de mesures, parmi lesquelles de nombreux "mécanismes de fixation des prix et de marché", n'ont pas nécessairement à être notifiés de la même manière que d'autres, comme les règlements. Ainsi, sur les 19 "mécanismes de fixation des prix et de marché" figurant dans l'ensemble de données de l'enquête, 16 provenaient de réponses directes à l'enquête de délégations. Cela renforce la valeur de l'exercice d'enquête, notamment pour apporter des éclaircissements et offrir des possibilités de coopération concernant les mesures liées au commerce pour lesquelles les données traditionnelles de l'OMC sont limitées.

14. D'autre part, le plus petit nombre de "programmes de soutien et de programmes financiers" prévoyant des objectifs liés à la lutte contre la pollution par les plastiques figurant dans l'ensemble de données semble contraster avec la prédominance générale de cette catégorie parmi le nombre total de mesures liées au commerce adoptées pour tous les objectifs environnementaux combinés apparaissant dans la BDE de l'OMC. Dans la BDE, les "prescriptions en matière de durabilité" représentent 60% de toutes les mesures figurant dans l'ensemble de données, tandis que les "programmes de soutien et programmes de financement" représentent environ 38%, soit une importance relative quatre fois supérieure que dans le cas des mesures concernant les plastiques et liées au commerce. Autrement dit, pour tous les objectifs environnementaux, les Membres de l'OMC semblent s'appuyer sur les "programmes de soutien et programmes de financement" (visés par les obligations en matière de transparence dans le cadre de l'OMC) plus souvent que pour la lutte contre

¹¹ En comptant l'UE comme 27 Membres.

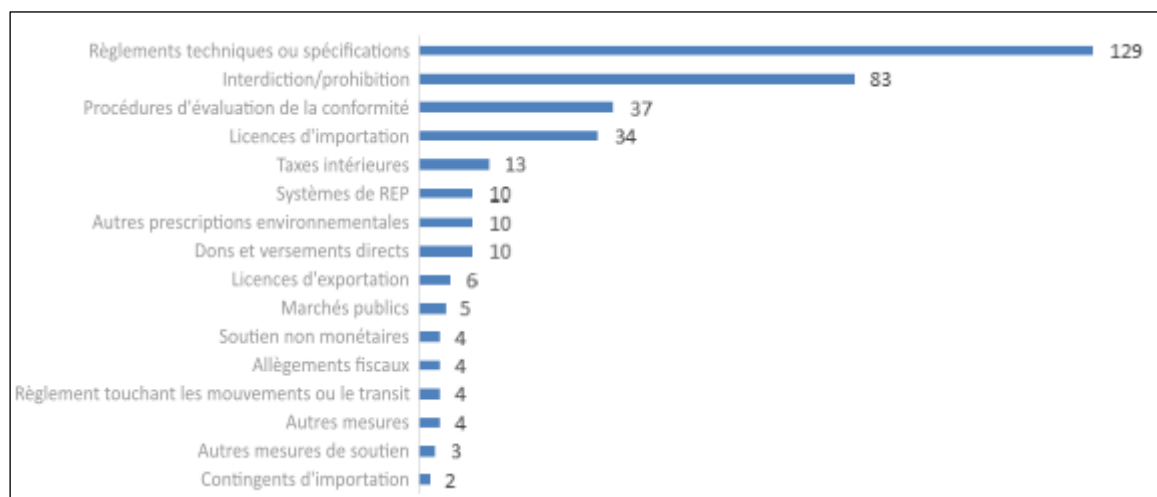
¹² La plupart du temps, tous les éléments d'une politique entrent dans une seule et même catégorie. Chaque fois qu'une politique présentait des caractéristiques clairement distinctes, elle a été divisée en différentes mesures individuels dans l'ensemble de données. Toutefois, certaines politiques étaient difficiles à subdiviser et présentaient des caractéristiques relevant de plusieurs catégories. Dans ce cas, plusieurs catégories ont été attribuées et le nombre total de ces catégories est par conséquent légèrement supérieur au nombre total de mesures concernant les plastiques et liées au commerce.

la pollution par les plastiques. Bien qu'il soit difficile de déterminer correctement comment s'explique ce phénomène (en particulier compte tenu de l'échantillon de données relativement restreint), celui-ci pourrait être lié à la présence relativement récente de la pollution par les plastiques parmi les objectifs visés par les mesures liées au commerce.

2.3.1 Types de mesures harmonisées

15. Les trois grandes catégories peuvent être subdivisées en types de mesures plus spécifiques. Afin d'augmenter le niveau de détail du rapport, l'ensemble de données de l'enquête sur les mesures concernant les plastiques et liées au commerce a été classé en fonction des types de mesures harmonisées utilisées de longue date dans la BDE.¹³ En outre, le type spécifique "système de responsabilité élargie du producteur (REP)" a été ajouté compte tenu de la pertinence de cette mesure pour la question. Chaque mesure concernant les plastiques et liées au commerce peut inclure (et inclut souvent) plus d'un élément correspondant à un type harmonisé et, par conséquent, le nombre total est supérieur au nombre total de mesures. Le graphique 6 montre la répartition des mesures sur la base de ces catégories.

Graphique 6. Types de mesures harmonisées (nombre)



2.3.1.1 Règlements techniques ou spécifications et procédures d'évaluation de la conformité

16. Comme on peut le constater, un large éventail de politiques liées au commerce ont été utilisées pour lutter contre la pollution par les plastiques, au premier rang desquelles les "règlements techniques ou spécifications", qui sont présents dans 58% de toutes les mesures concernant les plastiques et liées au commerce apparaissant dans l'ensemble de données. Ceux-ci prennent généralement la forme de prescriptions techniques concernant les produits en plastique destinés à être mis sur le marché, produits et/ou exportés afin de réduire au minimum le risque de fuite et de pollution, de garantir la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection de la santé, de faciliter la collecte, le recyclage et la réutilisation ou de promouvoir des solutions et des produits de remplacement. Il s'agit du type de mesure utilisé pour le plus grand nombre d'objectifs liés au plastique, avec au moins dix mesures pour chacun des objectifs harmonisés pris en compte dans l'enquête. Ces mesures semblent également être utilisées plus souvent pour les objectifs d'éco-conception (poursuivi par 60 mesures concernant les plastiques et liées au commerce

¹³ Les catégories harmonisées sont les suivantes: règlement technique ou spécifications; procédures d'évaluation de la conformité; interdiction/prohibition; évaluation des risques; prescriptions en matière de quarantaine; règlement touchant les mouvements ou le transit; licences d'importation; licences d'exportation; mesures liées à la propriété intellectuelle; autres prescriptions environnementales; mesure compensatoire/enquête en matière de droits compensateurs; mesure/enquête antidumping; mesure de sauvegarde/enquête en matière de sauvegardes; contingents d'importation; contingents d'exportation; droits d'importation; droits d'exportation; taxes intérieures; mesure non spécifiée fondée sur les prix et le marché; autres mesures fondées sur les prix et le marché; dons et versements directs; allègements fiscaux; prêts et financement; soutien des revenus ou des prix; soutien non monétaire; marchés publics; autres mesures de soutien; autres mesures.

prévoyant de tels outils, soit environ 50% du total) et de promotion des solutions et des produits de remplacement (49, soit 38%), la prévalence de ces objectifs étant supérieure à tous les types de mesures combinés (graphique 4 plus haut). En outre, toutes les mesures concernant les plastiques et liées au commerce portant sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires comprennent des règlements techniques ou des spécifications parmi leurs outils.

17. Les procédures d'évaluation de la conformité (PEC) sont utilisées pour déterminer si les produits satisfont aux prescriptions établies par les règlements techniques ou normes pertinents. Il s'agit du troisième type de mesure apparaissant le plus souvent dans l'ensemble de données, celles-ci étant présentes dans 37 mesures concernant les plastiques et liées au commerce. On ne sera pas surpris de constater leur présence fréquente dans les mesures concernant les plastiques et liées au commerce prévoyant également des règlements techniques ou des spécifications et que la répartition des objectifs qu'elles poursuivent est également similaire. Toutefois, la différence importante entre le nombre total de PEC et de spécifications techniques pourrait soulever des questions sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre ou, du moins, sur l'accès aux renseignements relatifs aux procédures de certification. Bien que cette question ne semble pas se limiter aux mesures liées aux plastiques (pour tous les objectifs combinés apparaissant dans la BDE, on dénombre 2,9 fois plus de spécifications techniques que de PEC), l'écart semble être relativement plus important pour les mesures concernant les plastiques et liées au commerce (3,5 fois plus de spécifications que de PEC).

2.3.1.2 Interdictions ou prohibitions

18. Les interdictions ou prohibitions sont le deuxième type de mesures apparaissant le plus souvent dans l'ensemble de données, celles-ci étant présentes dans 37% des mesures concernant les plastiques et liées au commerce recensées dans l'enquête. Les 83 interdictions/prohibitions visent également un grand nombre d'objectifs, mais avec une forte concentration sur la lutte contre les plastiques à usage unique (52 mesures, soit 63% des interdictions). En effet, comme on le verra plus loin, l'interdiction des plastiques à usage unique (souvent assortie d'exceptions pour certains produits médicaux ou les produits certifiés dégradables et/ou compostables) semble être le principal outil de politique commerciale apparaissant dans l'ensemble de données utilisé pour traiter la question des plastiques à usage unique, suivi par les règlements techniques ou les spécifications (figurant dans 49 mesures portant sur les plastiques à usage unique, souvent assortis d'une interdiction), les taxes intérieures et les systèmes de REP (13), les licences d'importation (10), les mesures de soutien (9) telles que les dons, les allègements fiscaux et les marchés publics.

19. Les autres objectifs harmonisés notables poursuivis par les interdictions ou prohibitions contenus dans l'ensemble de données sont la gestion des déchets (y compris leur mouvement transfrontières) et la prévention des fuites (34 mesures) et la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses (24). Dans ce dernier cas, les interdictions ou prohibitions (souvent assorties de certaines exceptions) sont également l'outil le plus souvent utilisé dans les mesures portant sur cette question.

2.3.1.3 Licences d'importation et d'exportation

20. Les licences d'importation sont le quatrième type de mesures apparaissant le plus souvent dans l'ensemble de données, celles-ci étant présentes dans environ 15% des mesures concernant les plastiques et liées au commerce recensées dans l'enquête. Les 34 régimes de licences d'importation poursuivent principalement les objectifs de gestion des déchets (y compris leur mouvement transfrontières) et de prévention des fuites. Les licences d'exportation sont plus rares dans l'ensemble de données, avec seulement sept exemples explicites, et sont souvent utilisées en combinaison avec des licences d'importation.¹⁴ Sans surprise, de nombreux régimes de licences d'importation et d'exportation recensés dans l'enquête font référence à la mise en œuvre des obligations internationales découlant des Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm (BRS) et d'autres instruments internationaux.

21. Certaines licences d'importation (13) visent également à contribuer à la lutte contre les plastiques à usage unique, y compris la gestion de la fin de leur cycle de vie et la prévention de leur fuite. Dans le cadre de l'une des mesures concernant les plastiques et liées au commerce, les

¹⁴ Comme nous le verrons plus loin, de nombreuses mesures pourraient également s'appliquer aux importations et/ou aux exportations, mais il n'y a pas d'indication explicite dans le texte ou la notification.

composantes des sacs en plastique sont soumises au régime de licences d'importation afin de "mieux contrôler la production illicite de sacs en plastique interdits et d'assurer la traçabilité des composantes des sacs en plastique et d'éviter tout risque de détournement de son utilisation". Ces composantes sont les suivantes: produits semi-finis (film imprimé et non imprimé en polyéthylène sous forme de gaine plane aplatie, d'une largeur ne dépassant pas 300 cm présenté en rouleaux); déchets du polyéthylène (PE); et autres matières pouvant inclure dans leur préparation du PE. Certaines licences sont également appliquées parallèlement à des interdictions conditionnelles, des spécifications techniques ou des taxes intérieures et/ou des systèmes de REP afin d'en faciliter la mise en œuvre.

2.3.1.4 Taxes intérieures et systèmes de REP

22. Les taxes intérieures (présentes dans 13 mesures concernant les plastiques et liées au commerce) se retrouvent le plus souvent dans l'enquête dans les mesures visant à lutter contre les plastiques à usage unique (10) et/ou à financer et promouvoir le recyclage (10), les solutions et les produits de remplacement (9), l'écoconception (7) et la réutilisation (4), en combinant presque toujours au moins trois de ces objectifs par le biais d'un mécanisme de fixation des prix unique. Ces taxes intérieures s'appliquent à un large éventail de produits en plastique, y compris les emballages (7), les déchets (5), les gobelets, bouteilles et sachets (4 chacun) et la vaisselle (3). Certaines prévoient une obligation spécifique pour les supermarchés et autres entreprises en contact avec les consommateurs de facturer la mise à disposition de produits en plastique à usage unique (par exemple sacs). D'autres font référence à des systèmes de consignes ou de crédits remboursables pour les emballages en plastique et les articles en plastique à usage unique (par exemple bouteilles). Certaines conditionnent l'application de la taxe à l'élimination appropriée du produit ou à l'utilisation d'un pourcentage minimal de matériaux recyclés ou secondaires.

23. Les systèmes de REP constituent un autre type de mesure figurant dans la base de données toujours associée à des mesures concernant les plastiques et liées au commerce visant à atteindre plusieurs objectifs à la fois (au moins trois). Il n'est pas surprenant de constater que les dix systèmes de REP recensés dans l'enquête comprennent des objectifs de gestion des déchets et de prévention des fuites. Toutefois, ceux-ci visent également à promouvoir le recyclage (9), la réutilisation (5) et l'écoconception (5). Ils s'appliquent à une gamme de produits similaire aux taxes intérieures et sont souvent des systèmes complexes, élaborés avec la branche de production nationale, les détaillants et les importateurs et leur imposant des obligations et des objectifs spécifiques, y compris en ce qui concerne les éléments d'écoconception, la récupération et le recyclage, et la transition vers des systèmes de réutilisation. Certains font référence à la possibilité de programmes volontaires et/ou élaborés par la branche de production et s'appliquant à tel ou tel produit, fixant des objectifs généraux à atteindre. Certains insistent sur la participation du public dans le cadre des processus d'élaboration et de mise en œuvre. La plupart des systèmes de REP recensés dans l'enquête devaient entrer en vigueur à partir de 2021, la dernière année de mise en œuvre étant 2025.

2.3.1.5 Mesures de soutien

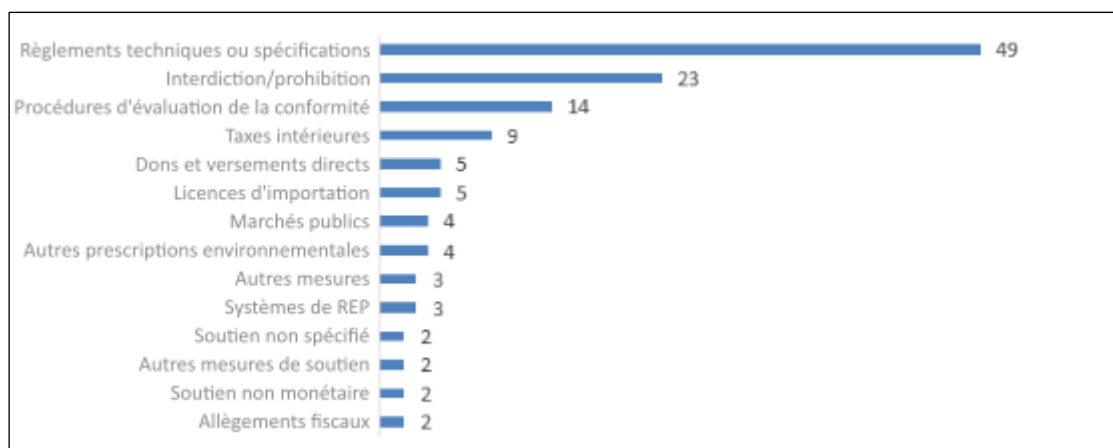
24. Le dernier groupe de mesures le plus souvent mentionnées dans l'enquête comprend les mesures de soutien suivantes: dons et versements directs (retrouvés dans dix mesures concernant les plastiques et liées au commerce); préférences en matière de marchés publics (5); allègements fiscaux (4); mesures non monétaires (4); et autres mesures de soutien (3), telles que les services de conseil publics et la recherche-développement, les labels de certification ou de reconnaissance publics, les campagnes de sensibilisation et la mise à disposition d'infrastructures de collecte et de gestion des déchets. Parfois utilisées en combinaison, ces 21 mesures individuelles cherchent à atteindre tous les objectifs harmonisés couverts par l'enquête, avec une forte prédominance des mesures de soutien visant à promouvoir la gestion des déchets en aval, la prévention des fuites et/ou le recyclage des déchets (objectifs présents dans 16 des 21 mesures). Dans le même temps, ces programmes de soutien souvent vastes ont également été utilisés pour promouvoir le développement de nouvelles technologies (11 mesures) et de solutions et de produits de remplacement des plastiques (11), souvent en ciblant spécifiquement le problème des plastiques à usage unique (9) et/ou en promouvant des modèles de réutilisation (7). En effet, compte tenu de leur fréquence plus faible dans l'enquête, ces mesures semblent particulièrement associées aux objectifs de promotion de nouvelles technologies et de solutions et de produits de remplacement des plastiques (voir ci-après).

25. Des dons et des versements directs sont souvent prévus dans les mesures concernant les plastiques et liées au commerce qui visent à financer des projets de gestion des déchets, tels que des installations de production d'énergie ou de combustibles à partir de déchets et d'autres systèmes d'utilisation des ressources, ou le recyclage de certains produits en plastique, tels que les emballages et les films à usage agricole. Certaines mentionnent explicitement le financement de la recherche-développement de nouvelles technologies durables et de solutions et de produits de remplacement, y compris par le biais de subventions à l'innovation et de concours. Les systèmes de passation des marchés publics comprennent soit des prescriptions obligatoires ou préférentielles concernant les solutions et les produits de remplacement de certains produits en plastique (par exemple bouteilles en aluminium) et les emballages réutilisables, soit une teneur minimale en matières plastiques recyclées. Les allègements fiscaux recensés dans l'enquête sont également utilisés pour accorder un traitement fiscal préférentiel aux produits durables ou "préférables", tels que ceux produits avec des matières plastiques recyclées, en faveur de l'utilisation intégrée des ressources issues des déchets plastiques, ou aux produits nécessaires aux activités de recyclage (par exemple acquisition de machines de recyclage). Diverses taxes intérieures susceptibles de faire l'objet d'un remboursement/d'une exemption ont été mentionnées, parmi lesquelles: la taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt sur le revenu, les taxes environnementales visant certains produits (redevances/prélèvements sur les emballages ou les déchets) et les contributions sectorielles spécifiques, y compris dans le cadre des systèmes de REP.

2.3.2 Types de mesures utilisées pour la "promotion"

26. Une partie importante du Dialogue a porté sur la question de la "promotion".¹⁵ Comme nous l'avons vu plus haut, l'enquête recense également les mesures concernant les plastiques et liées au commerce adoptées aux fins des objectifs de "promotion des solutions et des produits de remplacement" (76 mesures) et de "promotion des technologies de gestion des déchets et d'autres technologies" (28). Comme le montre le graphique 7 ci-après, en ce qui concerne la promotion des solutions et des produits de remplacement, les règlements techniques ou les spécifications sont une fois encore le type de mesures le plus souvent identifié dans l'enquête pour cet objectif (49), suivis par les interdictions et prohibitions (23) et les PEC (14). Bien que cette répartition reflète la même importance relative de ces mesures pour tous les objectifs, il convient de noter que les pays qui adoptent/notifient des mesures restrictives pour le commerce semblent bien conscients de la nécessité de développer des produits, des services et des modèles commerciaux (de réutilisation) de substitution, pour remplacer ceux qui font l'objet de restrictions, le cas échéant.

Graphique 7. Types de mesures prévues dans les mesures concernant les plastiques et liées au commerce visant à promouvoir des solutions et des produits de remplacement



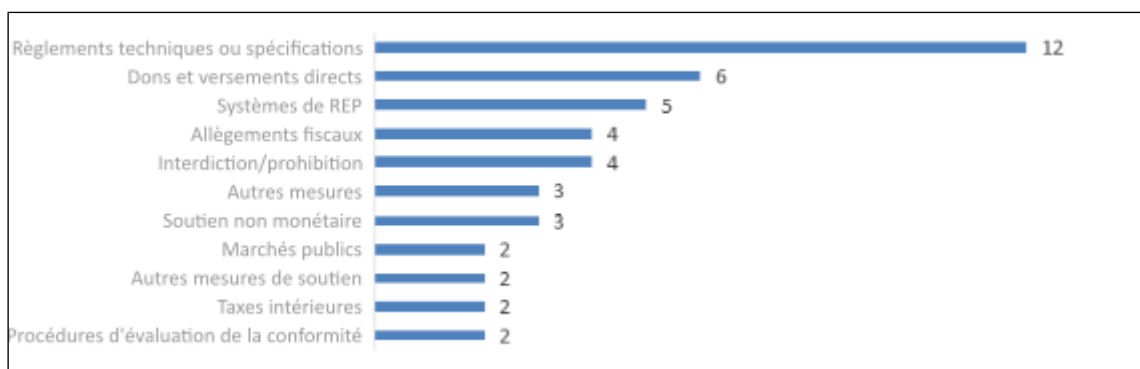
27. Comme cela a déjà été mentionné, le groupe des "mesures de soutien" (dons, marchés publics, allègements fiscaux, etc.) a une fréquence relative particulièrement élevée pour cet objectif, ce qui indique l'importance relative de ces types de mesures pour la promotion des solutions et des produits de remplacement. Il convient également de noter que, parmi les 13 mesures fiscales intérieures identifiées dans l'enquête, neuf incluent la promotion de solutions et de produits de

¹⁵ Voir le Plan du Dialogue pour 2022 ([INF/TE/IDP/W/5](#)) et le Résumé factuel des discussions sur les produits de substitution et de remplacement durables et efficaces ([INF/TE/IDP/RD/88/Rev.1](#)).

remplacement parmi leurs objectifs, ce qui, une fois encore, semble indiquer que les responsables de la politique commerciale ont pris conscience du potentiel de cet outil de fixation des prix pour faire évoluer les préférences du marché vers des produits plus durables.

28. S'agissant des 28 mesures concernant les plastiques et liées au commerce qui incluent l'objectif de "promotion des technologies de gestion des déchets et d'autres technologies", la répartition des types de mesures suit un schéma similaire (voir le graphique 8), 12 d'entre elles contenant des prescriptions techniques et des spécifications, suivies par des dons et des versements directs (6), des systèmes de REP (5) et des allègements fiscaux (4). On ne sera pas surpris, dans ce cas, du fait que la prédominance relative des mesures de soutien soit encore plus prononcée.

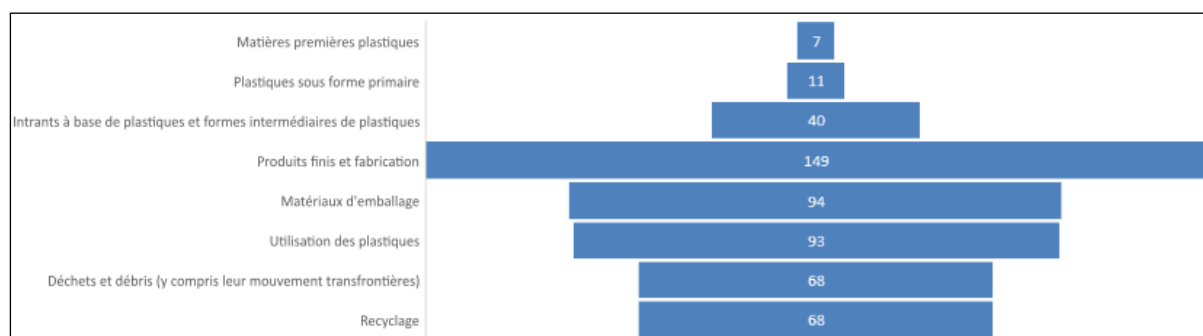
Graphique 8. Types de mesures prévues dans les mesures concernant les plastiques et liées au commerce visant à promouvoir des technologies de gestion des déchets et d'autres technologies



2.4 Stade du cycle de vie et de la chaîne de valeur

29. L'enquête a permis de recueillir des renseignements sur le stade de la chaîne de valeur productive et du cycle de vie des plastiques et autres produits visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce.¹⁶ Comme le montre le graphique 9, la plupart des mesures recensées dans l'enquête ciblent les étapes intermédiaires, 149 visant les produits finis et la fabrication, suivis par les matériaux d'emballage (94), l'utilisation des plastiques (93), les déchets et débris (68) et le recyclage (68).

Graphique 9. Stade du cycle de vie de la chaîne de valeur



30. Bien que l'on constate une nette concentration des mesures dans les stades intermédiaires et en aval, leur fréquence plus élevée aux stades intermédiaires indique que les mesures concernant les plastiques et liées au commerce recensées dans l'enquête semblent agir principalement pendant les stades de production et de consommation du plastique (c'est-à-dire avant qu'il ne devienne un

¹⁶ Les stades étaient les suivants: matières premières plastiques; plastiques sous forme primaire; intrants à base de plastiques et formes intermédiaires de plastiques; produits finis et fabrication; matériaux d'emballage; utilisation des plastiques; déchets et débris (y compris leur mouvement transfrontières); et recyclage.

déchets ou qu'il ne soit collecté pour être recyclé). Une analyse plus approfondie des mesures ciblant les stades en amont donne des indications supplémentaires.

2.4.1 Mesures concernant les plastiques et liées au commerce ciblant les stades "en amont"

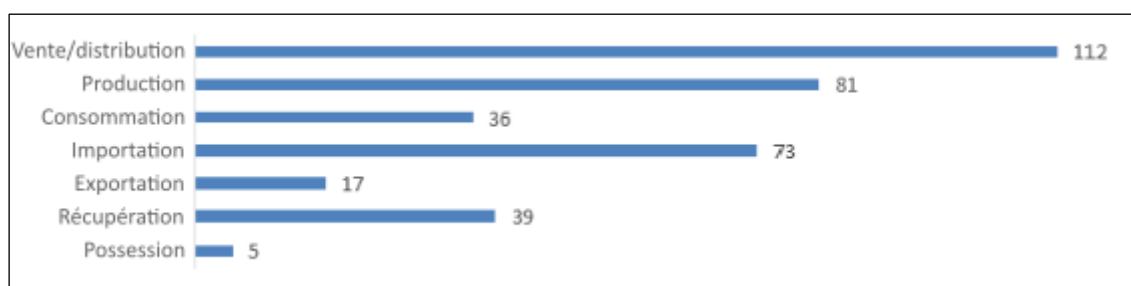
31. Les 41 mesures concernant les plastiques et liées au commerce visant les "intrants à base de plastiques et formes intermédiaires de plastiques" semblent suivre l'une des cinq approches générales suivantes: i) cibler les composants et les intrants de produits en plastique dont la production/consommation est également limitée afin de faciliter le respect des obligations; ii) restreindre l'utilisation/l'importation de microplastiques et microbilles ajoutées intentionnellement aux produits nationaux et à d'autres produits; iii) réglementer les pièces et produits intermédiaires en plastique utilisés dans la construction, le transport et d'autres secteurs (par exemple jouets); iv) restreindre certains plastifiants, produits chimiques et/ou additifs dangereux ou susceptibles d'avoir un impact négatif sur la dégradabilité, la compostabilité et/ou la recyclabilité des plastiques; ou v) réglementer les matières premières secondaires/intrants recyclés destinés à être utilisés dans de nouveaux produits, par exemple pour empêcher l'utilisation de déchets médicaux mis au rebut (voir ci-après pour de plus amples renseignements sur les microplastiques, les additifs, les matières secondaires et d'autres produits).

32. Les onze mesures concernant les plastiques et liées au commerce qui visent les matières plastiques sous forme primaire et les sept mesures qui visent les matières de base suivent des approches similaires, mais s'appliquent aux polymères et aux résines en tant que tels, en précisant parfois lesquels (par exemple résine synthétique de polycétone, polyéthylène, polyéthylène téréphtalate, polyoléfines, polystyrène, "plastiques sous forme primaire colorés"), ainsi qu'aux matières premières utilisées (par exemple biosourcées ou pétrochimiques). D'autres fois, ces mesures ne font référence qu'à la question des plastiques sous forme primaire (ou simplement des "polymères [sous forme primaire]") et de la pollution en général.

2.4.2 Type d'activités visées

33. L'enquête a également permis de classer les mesures concernant les plastiques et liées au commerce en fonction des activités spécifiques auxquelles elles s'appliquent. Ces activités comprenaient les importations, les exportations, la production, la consommation, la vente/distribution, la possession et la récupération.¹⁷ Une mesure peut s'appliquer à plus d'une activité et, par conséquent, le nombre total d'activités visées est supérieur au nombre total de mesures. Le graphique 10 montre la répartition des activités auxquelles les mesures s'appliquent.

Graphique 10. Activités visées



34. Cette classification permet d'étudier les cas dans lesquels il pourrait y avoir d'éventuelles lacunes (au moins sur la base des descriptions des mesures recensées dans l'enquête) dans l'applicabilité de certaines restrictions. Environ 65% de l'ensemble des mesures concernant les plastiques et liées au commerce (145) s'appliquent à la vente/distribution, à la consommation et/ou à la possession. Cela signifie que la mise sur le marché intérieur des plastiques et autres produits visés est interdite ou fait l'objet de restrictions. Soixante-deux mesures s'appliquent à la

¹⁷ Lorsqu'il est fait une distinction entre "consommation" et "vente/distribution", le terme "consommation" n'est utilisé que lorsqu'il est explicitement mentionné dans les mesures, alors que les termes "vente/distribution" sont utilisés dans tous les autres cas où la description de la mesure indique que celle-ci s'applique aux produits destinés à être introduits sur le marché. C'est le cas, par exemple, de nombreux règlements techniques ou spécifications et interdictions/prohibitions.

vente/distribution et/ou à la consommation/possession tout en s'appliquant simultanément au moins à la production et/ou à l'exportation. Dans la pratique, cela signifie que les produits soumis à restriction ne peuvent pas être mis sur le marché intérieur (sans respecter les prescriptions) ou être exportés.

35. Toutefois, 103 mesures ne s'appliquent qu'à l'importation, à la consommation et/ou à la vente et à la distribution, mais pas à l'exportation et/ou à la production. Cela signifie que si ces produits ou substances peuvent être soumis à des restrictions sur le marché intérieur, ils peuvent toujours être produits et exportés (on parle parfois d'"exportations de produits faisant l'objet de restrictions/interdits sur le marché intérieur"). Il est important de noter qu'en raison de leur nature réglementaire, les règlements techniques ou spécifications notifiés au Comité des obstacles techniques au commerce (OTC) ne font souvent pas explicitement référence à la production ou aux exportations (et seraient donc classés comme s'appliquant "uniquement" à la "vente/distribution" dans l'enquête), mais peuvent néanmoins s'appliquer à l'ensemble de la production sur un marché. Toutefois, sur ces 103 mesures, seules 56 ont été notifiées au Comité OTC. Les autres mesures ont ainsi plus de chances de ne pas s'appliquer aux exportations.

36. En outre, 67 mesures ne s'appliquent explicitement qu'à la vente/distribution et/ou à la consommation, ainsi qu'à la production, mais non à l'exportation. En théorie, ces mesures peuvent permettre la réexportation des produits faisant l'objet de restrictions sur le marché (par exemple par le biais de "ports francs" ou de zones économiques spéciales). Les données de l'enquête ne permettent pas de savoir si c'est le cas pour l'une ou l'autre de ces mesures, mais le faible nombre de mesures qui indiquent explicitement s'appliquer aux exportations (17) permet d'apporter des précisions et de combler d'éventuelles lacunes.

37. On dénombre 41 mesures s'appliquant uniquement aux importations, mais non à la vente/distribution, à la production et/ou à la consommation. Cela signifie que si les importations de certains produits ou substances peuvent faire l'objet de restrictions, ceux-ci peuvent toujours être produits et mis sur le marché, voire exportés. De même qu'avec les mesures notifiées au Comité OTC, on peut s'attendre à ce que celles notifiées conformément à l'Accord sur les procédures de licences d'importation (PLI) ou à la Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives (Décision sur les restrictions quantitatives) ne fassent référence qu'aux importations dans leur application. Sur les 41 mesures, 17 ont été notifiées conformément à l'Accord LIC et 13 au titre de la Décision sur les restrictions quantitatives, tandis que 11 ne sont liées à aucun des deux. En outre, seules six de ces 41 mesures proviennent de petits États insulaires en développement (PEID), les autres mesures provenant de 21 Membres différents. S'agissant des types de produits ou substances visés, 25 s'appliquent aux déchets, tandis que les 15 autres ne s'y appliquent pas. Les 15 mesures non liées aux déchets couvrent une vaste gamme de produits.

38. Trente-neuf mesures sont axées sur les activités de récupération et visent principalement à imposer des obligations ou promouvoir le recyclage, à éviter les fuites ou à soutenir des programmes de nettoyage. Enfin, cinq mesures restreignent explicitement la possession de certains produits en plastique, voire l'interdisent. Celles-ci sont toutes axées sur les produits en plastique à usage unique, notamment les sacs.

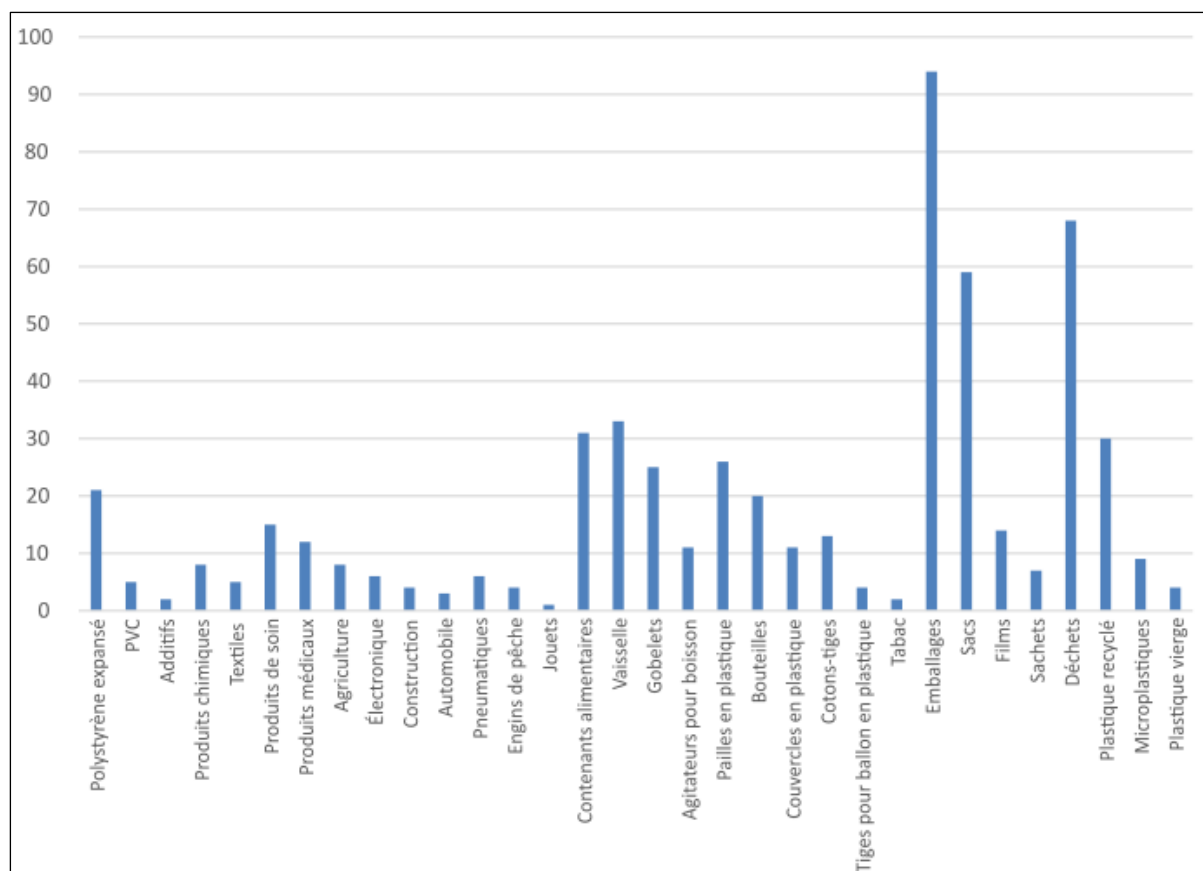
2.5 Codes des produits, du Système harmonisé (SH) et de la Classification internationale pour les normes (ICS) visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce recensées dans l'enquête

39. L'enquête a permis de déterminer les produits visés par chaque mesure concernant les plastiques et liées au commerce, ainsi que les codes du Système harmonisé (SH) et/ou de la Classification internationale des normes (ICS) correspondants, le cas échéant. Bien que les codes du SH visés (que ce soit au niveau des positions à 10 chiffres ou, plus souvent, celles à 2 chiffres) soient indiqués dans 113 mesures et les codes de l'ICS dans 53 mesures, le degré de granularité trop faible dans les codes d'identification harmonisés pour les produits en plastique ainsi que les différences importantes dans la manière dont ces codes sont communiqués ont rendu difficile la réalisation d'une analyse détaillée.

2.5.1 Type de produits visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce recensées dans l'enquête

40. Néanmoins, sur la base de la description des produits visés par chaque mesure concernant les plastiques et liées au commerce, une classification générale des produits les plus souvent visés a été élaborée.¹⁸ Le graphique 11 ci-après présente la répartition des produits visés par les mesures recensées dans l'enquête, qui couvrent globalement les six groupes suivants: polymères, produits chimiques et additifs spécifiques; produits issus de certaines industries/certains secteurs (par exemple textiles, construction, pêche); produits à caractère alimentaire [à usage unique]; autres produits [à usage unique] spécifiquement visés; emballages; et plastiques en fonction du stade de leur cycle de vie ou de leur forme.

Graphique 11. Types harmonisés des produits les plus souvent visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce



2.5.2 Plastiques à usage unique

41. Comme on peut le constater, les mesures concernant les plastiques et liées au commerce recensées dans l'enquête visent un grand nombre de produits, en majorité les emballages (94), les déchets (68) et les sacs en plastique (59). Ils sont suivis d'une série de produits issus de l'industrie alimentaire et des services d'alimentation, dont la nature à usage unique est souvent précisée: vaisselle (33), récipients alimentaires (31), pailles en plastique (26) et gobelets (25). Compte tenu de la prédominance de l'objectif de lutte contre les plastiques et autres produits à usage unique dans

¹⁸ Les catégories étaient les suivantes: certains polymères mentionnés à plusieurs reprises (polystyrène, PVC); additifs; produits chimiques; microplastiques; industries/secteurs (textiles, produits de soin, secteur médical, agriculture, électronique, construction, produits de l'industrie automobile); pneumatiques; engins de pêche; jouets; produits à caractère alimentaire [à usage unique] (contenants alimentaires, vaisselle, gobelets, contenants pour boissons, pailles en plastique, bouteilles, couvercles en plastique); autres produits [à usage unique] (cotons-tiges, tiges pour ballon en plastique, tabac, sacs, films, sachets); emballages; déchets; matières plastiques vierges et recyclées.

les mesures recensées dans l'enquête (97), le tableau 1 ci-après indiquant l'ensemble de ces produits et leur fréquence dans l'enquête a été compilé.

Tableau 1. Produits à usage unique le plus souvent visés (nombre de mesures concernant les plastiques et liées au commerce)

Sacs	59
Vaisselle	33
Récipients alimentaires	31
Pailles en plastique	26
Gobelets	25
Bouteilles	20
Films	14
Cotons-tiges	13
Agitateurs pour boisson	11
Couvercles en plastique	11
Sachets	7
Tiges pour ballon en plastique	4
Tabac	2

2.5.2.1 Identification des sacs en plastique à usage unique

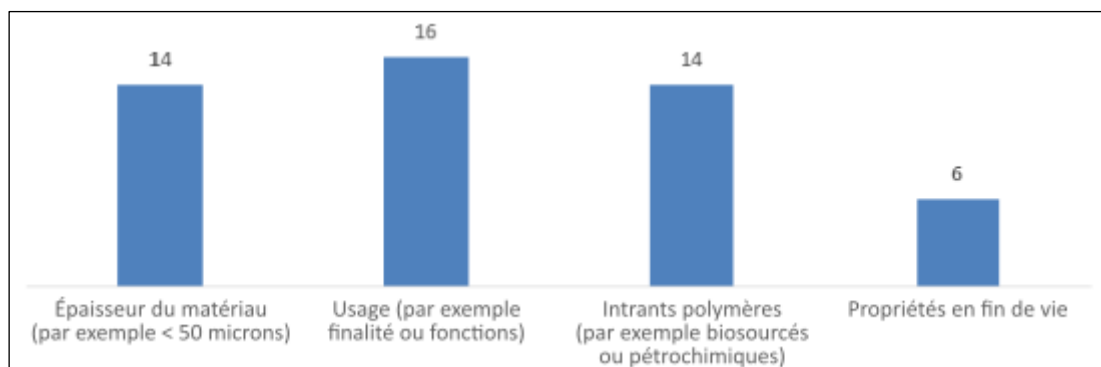
42. Comme le montre le tableau 1, les sacs en plastique sont les produits à usage unique les plus souvent visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce recensées dans l'enquête. Ces 59 mesures proviennent de 64 Membres et sont presque entièrement composés d'interdictions, de régimes de licences d'importation et de règlements techniques ou spécifications associés à certaines exceptions concernant les matières biosourcées/recyclables/compostables/dégradables, pour des raisons médicales/sanitaires (voir de plus amples renseignements ci-après) ou en raison de justifications économiques, sociales et/ou culturelles (par exemple en cas d'absence de produits de remplacement [abordables] sur le marché, ou pour les produits nécessaires pour éviter le gaspillage alimentaire ou assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires).

43. Sur la base des données issues de l'enquête concernant ces mesures, il a également été possible d'analyser la manière dont ces mesures identifiaient les sacs [en plastique] [à usage unique] visés.¹⁹ Au total, 30 mesures fournissaient suffisamment de renseignements aux fins de l'analyse (soit dans les données directement disponibles, soit par le biais de liens vers des textes juridiques/renseignements additionnels). Ces mesures témoignent d'une grande variété dans les définitions, les spécifications et les prescriptions utilisées, qui se fondent globalement sur quatre critères pour identifier les sacs visés: i) l'épaisseur du matériau (par exemple <50 microns); ii) l'usage du sac (par exemple finalité ou fonctions); iii) les intrants polymères utilisés (biosourcés ou pétrochimiques); et iv) les propriétés en fin de vie du sac (par exemple dégradabilité).

44. Les mesures utilisaient toutes au moins un de ces critères, tandis que 16 d'entre elles en utilisaient deux ou plus. Aucune n'utilisait les quatre. Comme le montre le graphique 12, la plupart des mesures (16) font référence à l'"utilisation" lorsqu'elles définissent les sacs visés. Quatorze font référence à l'épaisseur du matériau, tandis qu'un même nombre de mesures se fondent sur le type de polymère utilisé (soit comme seul critère, soit en combinaison avec d'autres critères). Enfin, 6 mesures font référence aux propriétés de fin de vie du produit pour restreindre/réglementer les sacs (par exemple biodégradabilité, recyclabilité ou compostabilité).

¹⁹ Il convient de noter que toutes les mesures n'indiquent pas expressément que les sacs visés sont ceux "à usage unique" et/ou uniquement ceux qui sont fabriqués à partir de "matières plastiques". Toutefois, les définitions et critères spécifiques utilisés dans ces 30 mesures indiquent clairement que l'accent est mis sur les sacs en plastique jetables.

Graphique 12. Critères utilisés pour identifier les sacs en plastique à usage unique dans les mesures concernant les plastiques et liées au commerce



45. Si ces éléments témoignent d'une grande variabilité dans les critères généraux utilisés pour identifier les sacs visés, l'enquête a également fait apparaître des différences importantes y compris lorsque les mesures utilisaient les mêmes critères. Par exemple, lorsqu'elles se fondent sur l'épaisseur du matériau utilisé, les mesures utilisent diverses classifications (par exemple léger, [très] [ultra-] léger, fin, ultra-fin) reposant sur des niveaux d'épaisseur allant de 15 à 100 microns. Le tableau 2 ci-après présente la fréquence des niveaux d'épaisseur mentionnés.

Tableau 2. Épaisseur mentionnée dans les mesures concernant les plastiques et liées au commerce

Épaisseur (en microns, inférieure à)	15	25	30	35	50	70	100
Nombre de mesures concernant les plastiques et liées au commerce	2	2	1	2	6	3	1

46. En ce qui concerne l'"usage", trois approches générales ont été identifiées. Premièrement, certaines mesures précisent s'appliquer à certains sacs vendus/livrés et "servant à porter" certains produits, y compris : i) les produits achetés à une entreprise; ii) certains biens, matériaux ou produits (par exemple fruits non emballés, produits alimentaires, vêtements); ou iii) les produits et biens livrés à un consommateur (par exemple dans le secteur des services de livraison de nourriture ou d'autres produits). L'idée est que les sacs vendus/livrés/utilisés à ces fins et pour ces produits sont généralement rapidement jetés. Deuxièmement, certaines mesures indiquent la capacité, le volume ou la masse surfacique spécifiques des sacs visés (par exemple les sacs d'une capacité inférieure à 10 kg; d'un volume inférieur à 25 litres; d'une masse surfacique égale ou supérieure à 60 g/m²; ou devant être en mesure de transporter des produits pendant un certain temps ou sur une certaine distance [par exemple 53 mètres]). Enfin, une troisième approche identifiée consiste à indiquer si le sac en plastique est conçu pour un usage unique/une vie utile courte ou pour être réutilisé un nombre minimum de fois (par exemple plus de 100 fois, circuits ou rotations multiples).

47. En ce qui concerne les "types de polymères", trois variantes principales ont été identifiées. Premièrement, un groupe de mesures (9) vise des polymères spécifiques ou définit les plastiques comme des "matériaux à base de polymères". Dans ce cas, divers polymères étaient mentionnés aux fins de l'identification des sacs, comme les "polymères de l'éthylène", les polymères "d'une ou plusieurs substances polymères organiques de haut poids moléculaire", ou les polymères contenant comme élément essentiel "une ou plusieurs substances polymères organiques de haut poids moléculaire comme le polyéthylène téréphtalate, le polyéthylène haute densité, le vinyle, le polyéthylène basse densité, le propylène ["non tissé"], le polystyrène, le PVC et le nylon", entre autres. Deuxièmement, certaines mesures (5) font expressément référence à des matériaux à base de pétrole [dérivés du pétrole] [ou à leurs dérivés] dans la définition des sacs en plastique, ce qui indique qu'elles se concentrent sur les sacs à base de pétrole. Enfin, certaines mesures (3) font référence aux sacs "biosourcés" ou incluent une définition pour ces derniers, soit pour les exempter de la restriction, soit pour confirmer expressément qu'ils sont visés par la mesure.

48. En ce qui concerne la "fin du cycle de vie", deux grandes approches ont été identifiées. Les mesures qui visent les sacs à usage unique peuvent faire référence à la nature [bio]dégradable et/ou compostable des produits visés, que ce soit pour les exempter de la restriction ou pour confirmer

expressément qu'ils sont visés par la mesure. Une autre approche consiste à viser spécifiquement un plastique qui n'est pas entièrement dégradable (en particulier un matériau "oxodégradable") dans le cadre de la restriction. Le tableau 3 ci-après présente un résumé et un aperçu de ces quatre critères et de leurs variations internes.

Tableau 3. Aperçu des critères utilisés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce pour définir les sacs en plastique à usage unique

Épaisseur (fourchettes)	Usage (par exemple finalité ou fonctions)	Types de polymères	Propriétés de fin de vie
<15 microns	Sert à porter <ul style="list-style-type: none"> des biens achetés dans un commerce des produits ou des matières des produits et marchandises qui sont livrés à un consommateur 	Biosourcés <ul style="list-style-type: none"> mélange de matières avec produits d'origine végétale 	Biodégradable ou compostable <ul style="list-style-type: none"> dont la composition et/ou les caractéristiques permettent ou n'altèrent pas la biodégradabilité
<25 microns <30 microns <35 microns <50 microns <70 microns	Capacité/volume/masse surfacique <ul style="list-style-type: none"> inférieure à 10 kg, >53 m inférieure à 25 l égale ou supérieure à 60 g/m² 	Polymères <ul style="list-style-type: none"> de l'éthylène d'une ou plusieurs substances polymères organiques de haut poids moléculaire contenant comme élément essentiel une ou plusieurs substances polymères organiques de haut poids moléculaire comme le polyéthylène téréphtalate, le polyéthylène haute densité, ... 	Fabriqué dans un plastique dégradable souvent visé par l'interdiction <ul style="list-style-type: none"> y compris des matières oxodégradables, biodégradables et compostables constitué de polyéthylène et d'impuretés oxodégradables
<100 microns	Conçu pour un usage unique/une vie utile courte ou pour être "réutilisable" ou utilisé plus de: <ul style="list-style-type: none"> 100 fois 	Pétrochimiques <ul style="list-style-type: none"> matière pétrochimique ou dérivée du pétrole 	

2.5.3 Plastiques recyclés

49. Outre les articles à usage unique, les données de l'enquête offrent également des indications intéressantes sur d'autres catégories de produits souvent visées par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce. Premièrement, 30 mesures provenant de 46 Membres²⁰ visent les plastiques recyclés soit en tant que matières secondaires en soi, soit lorsqu'ils sont destinés à être utilisés comme intrants pour des produits finis. Un grand nombre de ces mesures (17) visent à assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires ou à protéger la santé des consommateurs de produits en plastique recyclé en adoptant des normes et/ou en imposant des prescriptions sur les matières secondaires elles-mêmes lorsque celles-ci sont utilisées pour certains produits (par exemple emballages alimentaires). Une mesure interdit l'utilisation de déchets plastiques médicaux comme matière première secondaire; une autre restreint certains déchets/produits en plastique [recyclé] susceptibles d'affecter négativement la recyclabilité du plastique.

50. En outre, de nombreuses mesures (16) encouragent ou prescrivent des exigences ou des objectifs minimaux en matière de teneur en matières recyclées dans certains produits en plastique. Bien que la plupart ne fournissent pas de détails sur les exigences spécifiques (plusieurs se contentent de promouvoir/d'exiger une certaine teneur en matières recyclées), celles qui le font montrent une variation importante dans: les produits spécifiques visés (bouteilles [en plastique] [pour boissons] [en PET], emballages, articles de papeterie, produits à base de polyoléfinés); les objectifs (teneur minimale de 5% à 30%, ou % d'augmentation de contenu recyclé [par exemple augmentation de 40%]); l'approvisionnement (par exemple collecté [et recyclé] dans le pays); et les délais de mise en œuvre (entre 2022 et 2040). Au fur et à mesure que d'autres marchés mettront

²⁰ En comptant l'UE comme 27 Membres.

en œuvre des exigences ou encouragent le contenu recyclé, des possibilités importantes d'amélioration de la transparence et de coopération éventuelle sur le sujet pourraient se présenter.

2.5.4 Polymères spécifiques

51. De nombreuses mesures visent également les polymères (56), les produits chimiques (8) et les additifs (2). Bien que les mesures n'offrent pas un niveau de détail suffisant pour identifier les produits chimiques et les additifs qui ont été le plus souvent visés, quelques polymères spécifiques ont été visés de façon relativement récurrente: polystyrène (21) et polychlorure de vinyle, ou PVC (5). En ce qui concerne le polystyrène, neuf des 21 mesures visaient spécifiquement le "polystyrène expansé" en tant que matière plastique préoccupante. L'enquête recense 42 Membres ayant adopté des mesures visant des polymères, produits chimiques et/ou additifs spécifiques.

2.5.5 Produits de soins, microplastiques et produits médicaux exemptés

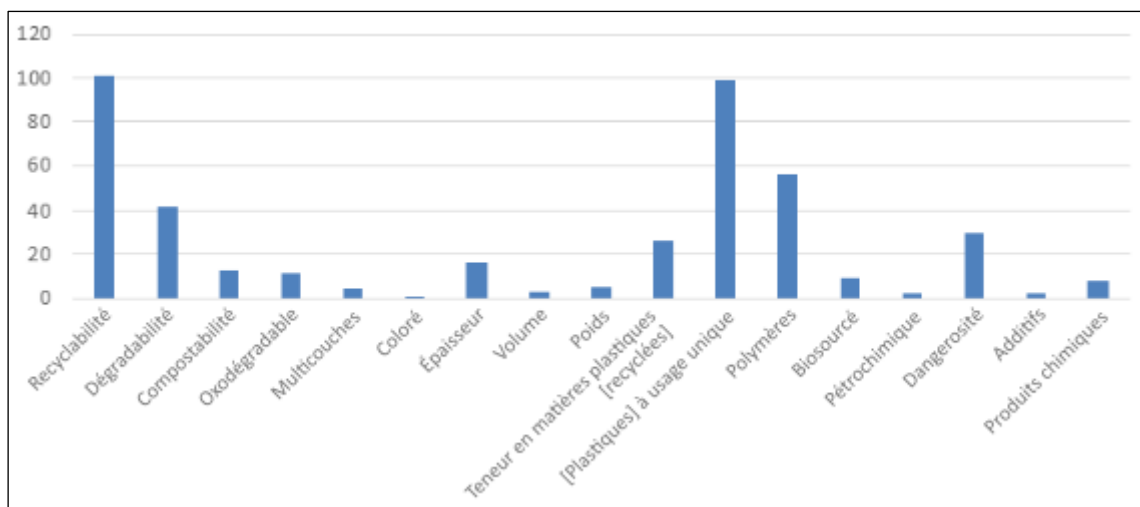
52. En ce qui concerne les secteurs spécifiques, 15 mesures recensées dans l'enquête visent des produits de soin tels que les produits de toilette et les cosmétiques. Six mesures limitent l'ajout intentionnel de "microbilles" en plastique dans les cosmétiques/produits de soin corporel/produits d'hygiène et produits de toilette [à rincer/à action exfoliante/de nettoyage/à polir] (par exemple produits pour le lavage du corps, nettoyeurs pour le visage et la peau, produits de gommage, shampooings, dentifrices).²¹ Trois mesures définissent les microplastiques/microbilles comme des particules solides d'une taille de 5 mm [dans n'importe quelle dimension]. Les autres mesures portant sur le secteur des cosmétiques et des soins personnels visent des produits à usage unique tels que les couches jetables, les absorbants et les serviettes hygiéniques, ou des produits chimiques/additifs dangereux dont l'utilisation est restreinte dans les emballages des produits de soin.

53. Les produits médicaux étaient spécifiquement mentionnés dans 12 mesures. Dans la plupart des cas (10), les mesures font référence à ces produits comme étant exemptés de l'interdiction et/ou des restrictions concernant la teneur en plastique afin de garantir la continuité de leur utilisation à des fins médicales et sanitaires (par exemple: bouteilles en plastique utilisées pour les médicaments; cotons-tiges et écouvillons en plastique utilisés pour certains produits dans le secteur de la santé; sacs en plastique [exclusivement] utilisés pour l'emballage de plantes médicinales, de médicaments délivrés uniquement sur ordonnance ou à d'autres fins médicales; pailles en plastique destinées aux personnes qui en ont besoin pour manger ou boire).

2.5.6 Types de critères utilisés pour identifier les produits visés par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce

54. L'enquête a également permis d'établir une deuxième classification des produits visés sur la base des critères ou des préoccupations/objectifs spécifiques énoncés dans les mesures lorsque celles-ci visent un produit particulier. Cela a été possible pour 195 des 223 mesures, offrant ainsi une perspective différente pour comprendre les données et les produits visés. Comme le montre le graphique 13, les critères utilisés sont divers et reflètent en grande partie les différents objectifs déjà étudiés dans le présent rapport.

²¹ Une autre mesure porte sur les "microplastiques" qui ne sont pas associés aux produits de soin, mais plutôt dans une perspective plus générale liée à la pollution marine.

Graphique 13. Types de critères harmonisés

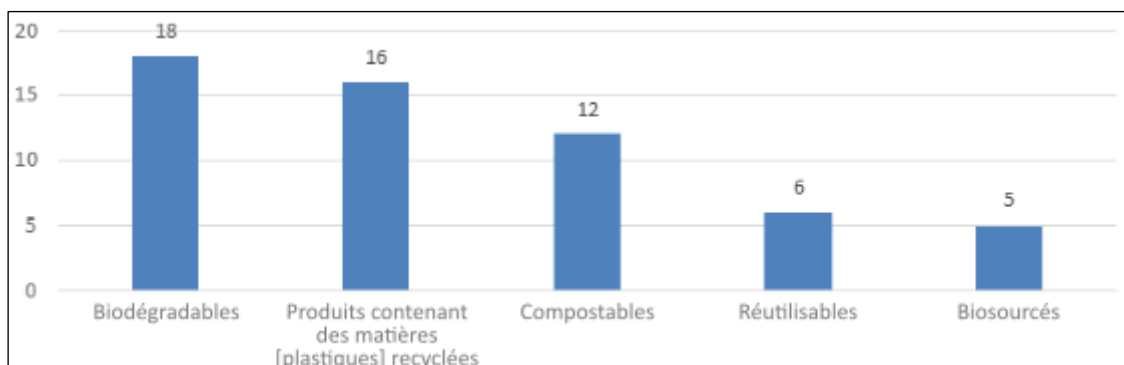
55. La recyclabilité du produit visé était le critère le plus souvent identifié (dans 101 mesures), confirmant la pertinence de ce critère dans l'ensemble de données de l'enquête. De nombreuses mesures, par exemple, font référence au potentiel/à la viabilité du produit visé en matière de recyclage [d'un point de vue commercial] ou à son impact négatif sur d'autres matières ou produits recyclables pour justifier sa restriction. De même, en ce qui concerne la fin du cycle de vie du produit visé, la dégradabilité (42) et la compostabilité (13) étaient également prises en compte dans plusieurs mesures.

56. Sans surprise, la nature "à usage unique" (ou jetable) des produits était un autre critère souvent présent dans les mesures recensées dans l'enquête (99). Comme nous l'avons déjà vu plus haut, l'utilisation d'un certain "polymère" ou l'existence d'une certaine teneur en plastique [recyclé] dans un produit sont deux critères souvent présents dans les mesures (dans 56 et 26 mesures, respectivement). Enfin, une série d'autres critères ont été identifiés dans une moindre mesure, y compris le caractère dangereux (30 mesures) des produits visés ou de leurs composants, leurs effets particuliers sur la vie et la santé des personnes et des animaux et/ou la préservation des végétaux, et/ou leurs effets négatifs sur l'environnement [marin/aquatique].

2.5.7 Produits "promus"

57. Comme indiqué plus haut, la "promotion" a été un thème clé des discussions dans le cadre du Dialogue. Si les objectifs de "promotion de solutions et de produits de remplacement" et de "promotion des technologies de gestion des déchets et d'autres technologies" étaient identifiés, respectivement, dans 76 et 28 mesures, les renseignements disponibles dans les mesures recensées dans l'enquête ne permettent pas d'identifier les produits spécifiques visés par ces mesures avec le même degré de granularité et de détails que pour les mesures qui restreignent et/ou réglementent les plastiques et d'autres produits.

58. Néanmoins, l'enquête a permis d'identifier cinq grandes catégories de produits visés par les 76 mesures visant à promouvoir "des solutions et des produits de remplacement". Ces catégories sont les suivantes: i) biodégradables; ii) compostables; iii) biosourcés (par exemple tirés de la biomasse ou d'origine biologique); iv) réutilisables; ou v) fabriqués (au moins en partie) à partir de matières recyclées. Le graphique 14 montre la répartition des mesures concernant les plastiques et liées au commerce visant à promouvoir ces catégories de produits.

Graphique 14. Catégories de produits promus par les mesures concernant les plastiques et liées au commerce

59. La catégorie la plus souvent identifiée dans les mesures est celle de la promotion des produits biodégradables (18). Comme indiqué plus haut, très peu de produits/matières spécifiques sont expressément indiqués comme étant considérés comme biodégradables (par exemple certaines matières biosourcées suivant une certification spécifique), les mesures identifiées promouvant dans une large mesure les produits biodégradables en général. Il en va de même pour les produits compostables (12 mesures) et réutilisables (6). Comme nous l'avons déjà vu, 16 mesures promouvaient les produits contenant des matières recyclées. Les produits réutilisables étaient visés dans six mesures, tandis que cinq promouvaient les produits "biosourcés", les plastiques fabriqués à partir de la biomasse ou les particules d'"origine naturelle" [non susceptibles de persister dans l'environnement].

60. Enfin, des matériaux tels que la biomasse, le bois, la pulpe de papier, le papier kraft, la cellulose, la bagasse, le bambou, la palme, les couverts comestibles et certains plastiques d'origine biologique (CPLA, PBS) étaient expressément visés dans l'une des mesures. Une autre mesure faisait expressément référence aux "fibres synthétiques tirées de la biomasse" (destinées à être utilisées dans les textiles/vêtements et les matériaux de construction) et à l'"eau en cannette (bouteille) d'aluminium".

2.6 Obstacles et besoins dans le cadre de la mise en œuvre des mesures concernant les plastiques et liées au commerce

61. L'enquête a permis aux Membres interrogés d'indiquer les obstacles existants dans la mise en œuvre des mesures concernant les plastiques et liées au commerce et les besoins éventuels. Ils pouvaient fournir des réponses sous forme de texte libre à la question et/ou sélectionner des obstacles/besoins spécifiques à partir d'une liste harmonisée. Quinze Membres ont répondu à cette question concernant un total de 54 mesures.

62. Les réponses sous forme de texte libre (qui concernent 38 mesures) fournissent un large éventail d'obstacles indiqués par les Membres interrogés, à la fois en termes généraux et spécifiques. Le tableau 4 ci-après donne un aperçu de certains obstacles et préoccupations récurrents.

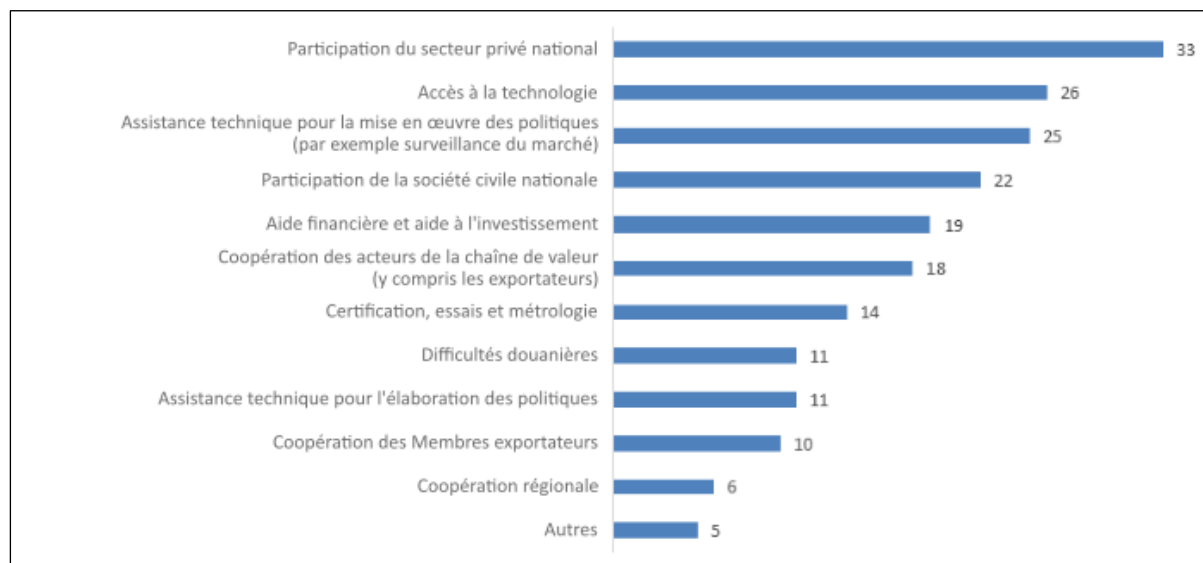
Tableau 4. Aperçu des obstacles et préoccupations exprimés dans les réponses sous forme de texte libre

Obstacles/préoccupations d'ordre général	Obstacles/préoccupations spécifiques
Augmentation rapide de la pollution par les plastiques	Préoccupations en matière de compétitivité et de coût de la vie
Effets négatifs sur l'environnement naturel/aquatique [national]	Participation multipartite, publique, civique, y compris les stratégies de communication
Effets négatifs sur des secteurs économiques tels que le tourisme ou la santé	Participation du secteur privé/ de l'industrie [du recyclage]
Absence d'infrastructures nationales adéquates de gestion/récupération/recyclage des déchets	Effets négatifs involontaires sur la santé et les populations vulnérables
Manque de moyens d'exécution des lois	Accès aux fonds/financements intérieurs/extérieurs

Obstacles/préoccupations d'ordre général	Obstacles/préoccupations spécifiques
Coordination nationale	Formation, modernisation et adaptation des contrôles douaniers
Besoin de formation/renforcement des capacités	Absence de normes internationales

63. Pour la liste harmonisée, 12 options étaient proposées, et les Membres interrogés pouvaient choisir plus d'un obstacle/besoin.²² Le graphique 15 montre la répartition des réponses pour les 50 mesures visées.

Graphique 15. Obstacles et besoins indiqués pour la mise en œuvre des mesures concernant les plastiques et liées au commerce



64. L'obstacle le plus couramment mentionné parmi les réponses couvrant les 50 mesures était la participation du secteur privé national, avec 33 entrées (66%). Si l'on compare ces réponses aux objectifs que ces 50 mesures visaient à atteindre, il est intéressant de noter que la participation du secteur privé national est considérée comme un obstacle particulièrement pertinent dans la plupart des mesures visant à promouvoir la réutilisation et la remanufacturation (11 des 15 mesures visant cet objectif pour lesquelles des besoins étaient indiqués, soit 73%), à promouvoir des solutions et des produits de remplacement (78%) et à lutter contre les plastiques à usage unique (76%).

65. Le deuxième obstacle le plus souvent choisi était l'accès à la technologie, dans 26 mesures (52%). Cet obstacle a été évoqué de manière relativement uniforme pour tous les objectifs poursuivis, dans la moitié à peu près des mesures visant chaque objectif. Sa fréquence était toutefois relativement plus élevée pour les mesures ayant pour objectif la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses (11 des 14 mesures visant cet objectif pour lesquelles des besoins étaient indiqués, soit 79%) et le recyclage (60%). Cela confirme l'importance que les Membres interrogés attribuent à l'accès à la technologie pour garantir des activités en aval sûres et durables. Il convient également de noter que pour toutes ces mesures à l'exception d'une (10), l'"assistance technique pour l'élaboration des politiques" était indiquée comme besoin particulier. Cela représente la quasi-totalité des mesures recensées dans l'enquête pour lesquelles ce besoin particulier était indiqué (11, soit 22% du total).

66. L'assistance technique pour la mise en œuvre des politiques était le troisième obstacle/besoin le plus souvent mentionné dans l'enquête, avec 25 entrées (soit 50% des mesures pour lesquelles des obstacles étaient indiqués). Ce besoin a également été mentionné de manière relativement

²² Les options harmonisées étaient les suivantes: accès à la technologie; assistance technique pour l'élaboration des politiques; assistance technique pour la mise en œuvre des politiques (par exemple surveillance du marché); certification, essais et métrologie; difficultés douanières; aide financière et aide à l'investissement; participation du secteur privé national; participation de la société civile nationale; coopération des Membres exportateurs; coopération des acteurs de la chaîne de valeur (y compris les exportateurs); coopération régionale; autres.

uniforme pour tous les objectifs poursuivis, avec une incidence particulièrement élevée dans les mesures ayant pour objectif la gestion des déchets (y compris leur mouvement transfrontières) et la prévention des fuites (19 des 25 mesures, soit 76%), et le recyclage (68%).

67. Le quatrième obstacle/besoin le plus souvent mentionné dans l'enquête était la participation de la société civile nationale, avec 22 mesures (44%). Ce besoin apparaissait de manière clairement prédominante dans les mesures ayant pour objectif la lutte contre les plastiques à usage unique (17 des 22 mesures pour lesquelles ce besoin était indiqué incluaient cet objectif) et la gestion des déchets et la prévention des fuites (13 sur 22), alors que sa présence était plus rare pour les autres objectifs.

68. Enfin, en ce qui concerne les autres obstacles/besoins identifiés, l'ensemble de données a permis de dégager quelques enseignements. Premièrement, dans le cas des mesures pour lesquelles des obstacles liés à la certification, aux essais et à la métrologie étaient indiqués (14), on constatait une fréquence relativement élevée des objectifs de lutte contre les plastiques à usage unique (11) et de promotion de solutions et de produits de remplacement (7), montrant ainsi l'importance que les Membres interrogés accordaient à la vérification et à la certification des déclarations pour la mise en œuvre de ces objectifs. Alors que seulement dix mesures indiquaient l'obstacle de la "coopération des Membres exportateurs" (20% du total), celles-ci étaient relativement surreprésentées dans les obstacles identifiés dans la mise en œuvre des mesures concernant la gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses, ce qui pourrait refléter la nécessité d'une coopération dans le cadre d'accords internationaux tels que les Conventions BRS.

69. Lorsque l'on examine les données du point de vue des objectifs harmonisés poursuivis, on constate que le plus grand nombre de besoins indiqués semblait associé aux mesures visant à lutter contre les plastiques à usage unique. Pour tous les obstacles/besoins harmonisés identifiés, à l'exception d'un, la lutte contre les plastiques à usage unique était un objectif inclus dans plus de 70% des mesures pour lesquelles ce besoin était identifié (77% en moyenne). Cela semble indiquer que, plus encore que pour d'autres objectifs, il existe une grande variété d'obstacles et un besoin évident de différents types de soutien pour traiter cette question. Enfin, la répartition des obstacles/besoins auxquels étaient confrontés les mesures ayant pour objectif l'"écoconception" indique une importance relativement plus grande des besoins spécifiques en matière d'accès à la technologie (identifiés dans 14 des 20 mesures ayant cet objectif, soit 70%) et de mise en œuvre des politiques (12 sur 20, soit 60%).

2.7 Mécanismes d'évaluation de l'efficacité et de l'efficacité des mesures concernant les plastiques et liées au commerce

70. Le dernier type de données recueillies dans le cadre de l'enquête et examinées dans le présent rapport concerne l'existence de mécanismes permettant d'évaluer l'efficacité et/ou l'efficacité des mesures concernant les plastiques et liées au commerce et les résultats visés. Quarante-quatre des mesures recensées dans l'enquête contenaient des renseignements sur la question, parmi lesquelles 39 comprenaient un mécanisme d'évaluation de l'efficacité et/ou de l'efficacité ou fournissaient déjà des résultats (5 indiquaient simplement qu'aucun objectif n'avait été fixé). Ces 39 mesures provenaient de 15 Membres différents. Une analyse des réponses indique que quatre grandes catégories de renseignements avaient été fournis: i) les objectifs spécifiques à atteindre à un certain horizon; ii) les instruments utilisés pour évaluer, suivre et évaluer la mise en œuvre de la mesure et la réalisation de ses objectifs; iii) les entités prenant part au suivi/à l'évaluation; et iv) les résultats de la mise en œuvre des mesures déjà notifiées.

71. Le tableau 5 donne un aperçu et des exemples des renseignements recueillis dans le cadre de l'enquête pour chacune des quatre catégories.

Tableau 5. Aperçu des mécanismes d'évaluation de l'efficacité et de l'efficacité des mesures concernant les plastiques et liées au commerce

Objectif	Instrument	Entité concernée	Résultats
Objectifs de réduction [des déchets] et de recyclage [non spécifiés] à atteindre au cours de la période 2020-2030	Formulaires	Entités de certification des sacs en plastique	Les produits ont complètement cessé d'entrer sur le marché

Objectif	Instrument	Entité concernée	Résultats
D'ici à 2024, mise en place d'un système global de surveillance couvrant 250 villes	Rapports sur les résultats	Bureaux/unités concernés relevant du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles	Réduction du nombre de sacs/habitant/an de 283 à 89 en 2019.
Objectif [à fixer] concernant la récupération des contenants pour boissons en plastique	Déclarations annuelles sous serment	Municipalités, fabricants et entreprises productrices de déchets	Réduction au niveau national de la consommation de sacs en plastique pour le confinement et le transport de marchandises et de produits
[Augmentation de] l'utilisation de plastiques post-consommation dans le processus de production	Plans directeurs de gestion	Création d'un comité chargé de l'examen de la question, de la surveillance et de l'élaboration d'un programme de prévention de la pollution par les plastiques	La collecte et la récupération des déchets d'emballages en plastique sont passées à 3%
Augmentation de l'utilisation de plastiques recyclés dans les emballages d'environ 40% d'ici à 2022/23	Système de certification	Audit par une tierce partie indépendante	Les ventes de sacs en plastique à usage unique pour le commerce de détail sont tombées de 7,6 milliards en 2014 à 197 millions en 2021/22, soit une réduction de plus de 97%
Objectifs d'ici 2025: • 70% d'emballages plastiques recyclés ou compostés • 50% de contenu recyclé moyen dans [tous] les emballages • 20% de contenu recyclé moyen dans les emballages plastiques	Rapports de l'industrie [quantité de déchets plastiques traités]	Direction nationale de l'environnement	Les détaillants ont fait don de plus de 200 millions de livres sterling à de bonnes causes grâce aux recettes de la taxe
	Statistiques sur les déchets de vaisselle en plastique mis en décharge		Réduction de la consommation annuelle moyenne par habitant de sacs à usage unique pour le commerce de détail de 140 en 2014 à 3 environ [en 2022]
	Registre des producteurs, importateurs et recycleurs de plastiques à usage unique		Après un an, réduction estimée de 80%, soit au moins 650 millions de sacs utilisés en moins
	Processus de suivi, d'évaluation et d'apprentissage courants et réguliers		Les données sur les déchets de plage reflètent la baisse du nombre de déchets retrouvés sur les plages ciblées
	Examens [[bi-]annuels] [au moins tous les cinq ans]		Livraison d'environ 4 800 millions de sacs de supermarché en plastique évitée
Objectifs pour l'industrie d'ici 2025: • 100% des emballages réutilisables, recyclables ou compostables • 70% des emballages plastiques recyclés ou compostés	Examen après mise en œuvre		Réduction du volume des déchets plastiques contrôlés importés et exportés
	Estimations des résultats futurs		Augmentation du taux de la taxe sur les déchets plastiques de 1 won/tonne, entraînant une réduction des déchets de 0,15%
	Vérification/surveillance du taux de conformité		Élimination et recyclage adéquats des déchets plastiques nationaux
	Analyse des données relatives au commerce des déchets plastiques		
	Contrôles réguliers des déclarations commerciales		
	Programmes de sensibilisation du public		
	Audit [par une tierce partie indépendante]		
	Dispositions relatives à la gestion des produits		

72. Si plusieurs objectifs étaient d'ordre général (par exemple "réduction de la production de déchets"; "augmentation des taux de recyclage [et de récupération]"), leurs délais variaient également. Néanmoins, les échéances explicitement mentionnées semblaient être axées sur le court à moyen terme (2023-2030). Les objectifs des quelques mesures mentionnant des objectifs explicites étaient fondés sur des augmentations en pourcentage du recyclage (par exemple 40%), sur le pourcentage du total des produits recyclés (70-100%) et/ou sur l'utilisation de matières recyclés (20 à 50%).

73. Les instruments utilisés pour évaluer et suivre la mise en œuvre des mesures variaient considérablement, prenant la forme de formulaires, de rapports, de déclarations sous serment, de registres, de plans sectoriels et d'arrangements de bonne gestion des produits, de certifications, de données statistiques sur la gestion des déchets, de données relatives au commerce, de vérifications ponctuelles, d'audits et d'examens de suivi périodiques et après la mise en œuvre, et de programmes de sensibilisation du public. Les entités prenant part au suivi comprenaient divers organismes publics (par exemple ministères, directions et départements de l'environnement), les municipalités, le secteur privé, des comités nouvellement établis et des tierces parties indépendantes.

74. Enfin, il était déjà fait mention de résultats souvent impressionnants pour plusieurs mesures. Ceux-ci variaient en termes de format et de nature, et comprenaient des réductions absolues et relatives de la consommation des produits visés (par exemple "réduction de 283 à 89 sacs/habitant/an"; "réduction de plus de 97% [des sacs en plastique à usage unique]"), des augmentations en pourcentage de la collecte et/ou du recyclage des déchets plastiques, une diminution des fuites et des dépôts sauvages de débris, ainsi que des résultats qui ne sont pas directement liés à l'objectif initial de la mesure (par exemple dons issus des taxes sur les plastiques).
